

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

SA AÉROPORT DE LA RÉUNION ROLAND GARROS
97438 SAINTE MARIE
Tél 02 62 48 80 00
Fax : 02 62 48 80 46

Règlement de la Consultation

Travaux de réhabilitation des bureaux des niveaux 3 et 4 à l'aérogare Passagers

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Marché à procédure adaptée passé en application de l'article R-2123 du code de la commande
publique**

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DE L'OFFRE :
~~Mardi 11 mars 2025 à 12H00 (GMT+4)~~
VENDREDI 14 MARS 2025 à 17H00 (GMT+4)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – PRECISIONS CONCERNANT LA MISSION OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1 – Contenu de la mission & domaine d'intervention	3
2.2 – Durée du marché - Délais de réalisation des prestations	3
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
3.1 – Procédure de passation	3
3.2 – Allotissement	3
3.3 – Tranches	3
3.4 – Variantes	3
3.5 – Modification du marché public	3
3.6 – Marché similaire	4
3.7 – Délai de validité des offres	4
3.8 – Contenu du dossier de consultation.....	4
3.9 - Modification de détail au dossier de consultation	4
3.10 - Dispositions relatives aux groupements.....	4
3.11 – Visite des lieux	4
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 – Pièces à produire dans le cadre de la candidature.....	5
4.1.1 Situation juridique	5
4.1.2 Capacités économiques et financières	6
4.1.3 Capacités techniques et professionnelles	6
4.2 – Pièces à produire au titre de l'offre	7
ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 6 – Négociations	10
6.1 Déroulement des négociations.....	10
6.2 Contenu des négociations	10
ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHE.....	11
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....	11
ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les travaux relatifs à la réhabilitation des bureaux des niveaux 3 et 4 de l'aérogare passagers.

ARTICLE 2 – PRECISIONS CONCERNANT LA MISSION OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 – Contenu de la mission & domaine d'intervention

Le contenu de la mission à réaliser et son domaine d'intervention sont précisés au CCTP.

2.2 – Durée du marché - Délais de réalisation des prestations

Les délais de réalisation des prestations sont précisés dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions de l'article R.-2123 du code de la commande publique relatif aux marchés publics selon une procédure adaptée avec négociation éventuelle, librement définie par l'entité adjudicatrice.

3.2 – Allotissement

- Le marché est alloti en trois lots :
- Lot 1 : Tout Corps d'Etat
- Lot 2 : Electricité
- Lot 3 : Plomberie Sanitaire
 - Les candidats peuvent répondre sur un ou plusieurs lots.

3.3 – Tranches

Sans objet

3.4 – Variantes

Sans objet

3.5 – PSE

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) correspondent à une prestation, en rapport direct avec l'objet du marché, qui peut, ou non, être commandée à la signature du contrat et s'ajoute à la solution de base sans s'y substituer.

Il est demandé aux candidats de chiffrer la PSE pour les lots 1,2 et 3

Les candidats devront obligatoirement y répondre sous peine de voir leur offre rejetée.

3.6 – Modification du marché public

- Prestations complémentaires : Prestations réalisées dans le cadre d'éventuelles modifications du marché pour la réalisation de prestations supplémentaires dès lorsqu'elles seraient nécessaires à

l'achèvement de la mission. Les conditions d'application de ces évolutions sont décrites à l'article R-2194 du code de la commande publique

3.7 Travaux non prévus : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'entité adjudicatrice. Cet avenant ou décision de poursuivre ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet. – **Marché similaire**

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de recourir à des prestations similaires dans le cadre des marchés similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

3.8 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.9 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- 1) L'acte d'engagement, un par lot ;
- 2) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun aux trois lots;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), un par lot;
- 4) Le Cadre de Décomposition du prix Global et Forfaitaire, un par lot;
- 5) Le cadre de réponse technique servant de mémoire technique, un par lot;
- 6) Plans et planning

3.10 - Modification de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.11 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☐ Oui
☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☐ Oui
☒ Non

3.12 – Visite des lieux

Avant la remise des offres, l'entreprise est tenue d'effectuer **obligatoirement** une visite avant la remise de son offre. Elle devra prendre en compte l'ensemble des sujétions inhérentes à la nature du chantier, à savoir :

- Travaux en site occupé avec obligation de continuité de service et d'exploitation,
- Nature des locaux
- Démolitions et adaptation des existants,
- Durée des travaux, phasage,
- Etc...

En aucun cas, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'oublis ou d'erreurs dans son chiffrage liés à la méconnaissance du site où seront réalisés les travaux.

Les informations relatives à cette visite sont disponibles auprès de :

Direction Technique

Service Bâtiments et Infrastructures

Samuel LEBEAU : 0692 85 56 68

La date de visites est prévue pour le :

Mardi 25 février 2025 à 10h30

Mercredi 26 février 2025 à 10h30

Mardi 4 Mars 2025 à 10H30

Les candidats devront se munir pour les visites d'une pièce d'identité (passeport/ carte d'identité en cours de validité), d'un gilet fluorescent, de chaussures de sécurité.

Aucune question ne pourra être posée lors de la visite. Les questions devront être posées par écrit après la visite sur le profil acheteur. La ou les questions et réponses seront mises sur la plateforme : https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974 à l'attention de l'ensemble des candidats.

A l'issue de cette visite, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra être jointe à l'offre.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Ces habilitations revêtiront la forme d'un pouvoir daté et signé en original par tous les membres du groupement et précisant l'objet du marché et l'étendue du pouvoir.

4.1 – Pièces à produire dans le cadre de la candidature

Chaque candidat ou chaque membre du groupement candidat devra produire les pièces suivantes :

4.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

**Les documents équivalents doivent contenir les mêmes informations demandées dans les formulaires DC1 et DC2.*

- Déclaration sur l'honneur : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L. 2141 du code de la commande publique ;
- Attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- **K'BIS moins de 3 mois** : Pour les structures créées après le 1er Janvier 2022, le récépissé de déclaration auprès du centre de formalité des entreprises sera substitué aux certificats à fournir au cas où le candidat serait retenu ;
- **Engagement** : Le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;

- **Engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature :** Pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ;

4.1.2 Capacités économiques et financières

- **Déclaration de chiffre d'affaires :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'entité adjudicatrice s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

4.1.3 Capacités techniques et professionnelles

- **Déclaration d'effectifs :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Références de travaux similaires :** Présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- **Titre d'études et titres professionnels :** Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- **Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- **Liste de principaux travaux exécutés au cours des trois (3) dernières années**, assortis d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'elles ont été exécutées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.
- **Certificats de qualifications professionnelles :** La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations demandées.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Il est porté à l'attention des candidats qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur http://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974/

De plus, les candidats ne sont pas tenus de fournir à l'entité adjudicatrice les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

4.2 – Pièces à produire au titre de l'offre

Les candidats produiront les pièces ci-dessous définies pour chaque lot auquel il aura répondu, selon la présentation ci- après :

- L'acte d'engagement complété, un par lot ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement) et des renseignements exigés aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la Commande Publique.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 52 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article C.5 de l'acte d'engagement.

- Le Cadre de Décomposition du prix Global et Forfaitaire complété **sans modification, un par lot** ;
- Le cadre de réponse technique servant de mémoire technique aussi bien pour l'offre de base que pour la variante ;
- L'attestation de visite
- **Un plan de sous-traitance** prévoyant le montant et les modalités de participation des petites et moyennes entreprises locales conformément à l'article 73 de la loi n°2017-256 du 28/02/2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique dont le 3^{ème} alinéa est rapplé ici :

*« Dans des conditions définies par voie réglementaire, **pour les marchés dont le montant estimé est supérieur à 500 000 euros hors taxes**, les soumissionnaires doivent présenter un plan de sous-traitance prévoyant le montant et les modalités de participation des petites et moyennes entreprises locales. »*

Conformément au décret n°2018-57 du 31/01/2018 pris pour l'application du 3^{ème} alinéa de l'article 73 de la loi n°2017-256, ce plan devra indiquer les modalités de participation des petites et moyennes entreprises locales à l'exécution du contrat. Il comportera, pour chacune des entreprises concernées, les informations prévues par la déclaration de sous-traitance.

Pour mémoire :

- Article 2 du décret n°2018-57 du 31/01/2018 : lorsque le candidat ne prévoit pas de sous-traiter à des petites et moyennes entreprises locales, le plan de sous-traitance se limite à en mentionner les motifs.

Ces motifs peuvent notamment tenir à l'absence de petites et moyennes entreprises locales agissant dans le secteur concerné par les prestations du marché public ou au fait que le soumissionnaire est lui-même une petite et moyenne entreprise locale.

- Article 3 du décret n°2018-57 du 31/01/2018 : le terme de « petites et moyennes entreprises » renvoie à la définition inscrite à l'article 57 du décret du 25 mars 2016 susvisé et aux articles 169, 171, 172, 173 et 174 de ce décret portant adaptation de cette disposition dans les collectivités d'outre-mer.
- Le caractère local de la petite ou moyenne entreprise est déterminé par la localisation de son siège ou de son principal établissement sur le territoire de la collectivité ultra-marine dans laquelle le marché public a vocation à être exécuté.

Le CCAP et les documents remis par l'entité adjudicatrice, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par l'entité adjudicatrice font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Dans le cadre de la présente consultation, la SA ARRG a souhaité encadrer la forme des réponses méthodologiques et techniques apportées par chaque candidat. Les candidats répondront obligatoirement dans le cadre de réponse technique, fourni par la SA ARRG. En effet, sujet important pour le jugement des offres au regard du critère de Valeur Technique, ce Cadre de Réponse entend assurer une pleine équité de lecture pour l'analyse des offres. Par conséquent :

- la modification du cadre de réponse technique de quelque importance que ce soit impactera à la baisse la note sur le critère Valeur Technique
- Tout document supplémentaire qui n'entre pas dans les différents champs autorisés (tel que précisé au sein des Cadres de Réponse Technique), sera rejeté.

La non-remise du Cadre de Réponse Technique, le dossier sera rejeté.

Il est rappelé enfin aux candidats que le Cadre de Réponse Technique deviendra une pièce contractuelle pour les offres retenues, par conséquent opposable au cours de l'exécution des prestations.

Toute offre ne répondant pas aux exigences du CCTP, sera rejetée. Tout élément, autre que ceux mentionnés aux documents de la consultation ne sont pas acceptés.

Il est bien spécifié aux candidats que tous les prix définis dans leur offre devront tenir compte de l'ensemble des contraintes définies dans les documents de la consultation.

ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES

5.1 Sélection des candidatures

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financières et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- Les candidatures qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-11 et R2143-12 du Code de la Commande Publique et fixées à l'article 4.1 ci-dessus ;
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes.

5.2 Jugement et classement des offres

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée. Toute offre qui demeurera irrégulière après la demande de l'entité adjudicatrice sera éliminée.

Les offres initiales, et le cas échéant les offres négociées, seront jugées, dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 et R.2152-7 et R.2152-11 et R.2152-12 du Code de la Commande Publique au regard des critères de jugement et pondérations suivants :

- Prix des prestations : 60%
- Valeur technique de l'offre : 40%
-

Pour chaque lot, l'offre de base et les différentes variantes seront analysées et classées ensemble.

Concernant le critère « prix des prestations », les offres feront l'objet d'une notation (note **N1**) sur 100 (avant pondération) calculée de la manière suivante et affecté d'un coefficient de pondération de **55%** :

Note « prix des prestations » : $N1 = Md / P$ où :

- Md est le montant total en euros HT de l'offre recevable la moins chère tel qu'il ressort de l'article B de l'acte d'engagement,
- P est le montant total en euros HT de l'offre notée tel qu'il ressort de l'article B de l'acte d'engagement.

Concernant le critère « valeur technique »

Note sur 100 affectée d'un coefficient de pondération de **40%**.

La valeur technique (note **N2**) s'appréciera en fonction des éléments produits dans le **cadre de réponse technique** fourni au présent DCE, complété et transmis par les candidats. Les points seront répartis de la manière suivante :

Critères	Noté sur

VT1 : Approche méthodologique globale	
Le candidat reprendra ici les différentes phases (préparation/travaux), sa manière de les aborder et de conduire les travaux correspondant (moyens humains et matériels).	25
VT2: Matériaux et équipements mis en œuvre (liste et description des matériels affectés au chantier y compris fiches techniques des matériaux, la garantie proposée et la disponibilité).	25
VT3: Modalités prises pour assurer :	20
La sécurité	10
L'hygiène et la protection du personnel et des locaux en activité	5
La protection de l'environnement	5
VT4 : Planning détaillé d'organisation technique	30
Faisant apparaître le phasage de chantier	
Période de préparation (notamment approvisionnement)	5
Phasage proposé d'exécution des travaux avec intégration des contraintes et particularités de l'opération : <ul style="list-style-type: none"> - Une réception prévisionnelle au 15 Aout pour l'ensemble des travaux - Une réception partielle du niveau 4 au 15 Juillet 	25

L'appréciation de chaque soumissionnaire concernant la notation du critère **NT** est calculée par addition des notes obtenues pour chaque sous-critère, selon le barème suivant :

Très satisfaisant	: de 71% à 100% de la note maximale ;
Satisfaisant	: 70% de la note maximale ;
Correct	: 50% de la note maximale ;
Insuffisant	: 10% de la note maximale ;
Très insuffisant ou non remis	: 0 point.

La note globale NG qui sera affectée à chaque offre est calculée de la manière suivante :

$$\mathbf{NG} = (0,60 \times \mathbf{N1}) + (0,40 \times \mathbf{N2})$$

Avant la phase négociation, une première analyse de l'offre initiale des candidats est effectuée, l'entité adjudicatrice vérifie :

- si les offres reçues ne sont pas anormalement basses (OAB)
- si les offres reçues ne sont pas irrégulières, inappropriées ou inacceptables.

Les offres OAB et inappropriées sont écartées.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Offre anormalement basse : Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique, si une offre paraît anormalement basse, l'entité adjudicatrice demandera, par écrit, des explications au(x) candidat(s) concerné(s) afin qu'il justifie le caractère sérieux de son offre par toutes précisions qu'il jugera utiles. Si les éléments fournis par le candidat ne permettent pas d'établir le caractère économiquement viable du prix proposé au regard de l'ensemble des exigences formulées dans le dossier de consultation, l'entité adjudicatrice pourra rejeter l'offre.

Règles de correction en cas d'erreur constatée Si le scénario remis comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, ou n'est pas cohérent avec le prix porté à l'acte d'engagement et/ou le BPU, il sera modifié en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, la seule exception qui sera admise au caractère intangible des prix proposés est le cas où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Traitement des offres irrégulières

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de demander aux candidats de régulariser les irrégularités de leurs offres, à l'exception des cas listés ci-dessous :

- candidature ou offre remise hors délai
- offres anormalement basses
- absence du cadre de réponse technique
- absence du DPGF

L'absence d'un des documents listés ci-dessus n'est pas régularisable et entraîne automatiquement le rejet de l'offre du soumissionnaire.

L'entité adjudicatrice pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Le candidat ne percevra alors aucune indemnité.

ARTICLE 6 – Négociations

6.1 Déroulement des négociations

À l'issue de l'analyse des offres initiales, une négociation pourra être engagée avec l'ensemble des soumissionnaires dont les offres ne sont pas irrégulières, inacceptables ou inappropriées. Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'auditions.

L'ensemble des offres négociées seront ensuite analysées et classées.

Au regard du classement réalisé, l'accord-cadre sera attribué au candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.

Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur le fondement des offres initiales, sans négociation, si celles-ci apparaissent compétitives.

6.2 Contenu des négociations

Généralités

Les négociations pourront être engagées sur tous les aspects de l'offre et du cahier des charges, sans que cela n'entraîne de modifications substantielles.

Les négociations pourront *notamment* porter sur :

- la durée du marché et date de réception
- le taux de l'avance
- les pénalités

Cette liste n'est pas exhaustive.

Optimisation des conditions du marché

Dans le cadre des négociations, le candidat sera invité à indiquer toutes les pistes d'optimisation du marché (qu'elles soient techniques ou financières) qu'il juge pertinentes et qu'il estime compatible avec les exigences fonctionnelles du marché. Ces pistes d'optimisation feront l'objet d'un mémoire distinct de celui utilisé pour la présentation de son offre remis par le candidat à l'Entité adjudicatrice postérieurement à la phase de négociation.

L'Entité adjudicatrice se réserve le droit de les étudier ou non, sans avoir à justifier de sa décision.

L'Entité adjudicatrice pourra éventuellement faire évoluer son cahier des charges en cours de négociation si certaines pistes d'optimisation s'avéraient incompatibles avec le cadre du marché.

ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre lors du dépôt de cette dernière. Toutefois, **la signature de l'offre (acte d'engagement) du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre**. L'attributaire pressenti sera invité, avant la notification du marché, à remettre son acte d'engagement signé en version originale :

- Soit l'accord-cadre devra être signé en version « papier » et déposé en nos locaux.
- Soit le titulaire pressenti aura recours aux certificats de signatures électronique pour signer l'accord-cadre et il enverra par mail à la demande de l'acheteur ou déposera sur le profil acheteur

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les certificats et attestations mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours à compter de la demande de l'entité adjudicatrice :

- Extrait KBis (entreprises inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés – RCS) ou le formulaire D1 (artisans inscrits au Répertoire des métiers – RM) datant de moins de 3 mois et en cours de validité
- Attestation fiscale datant de moins d'un mois et en cours de validité
- Attestation sociale délivrée par l'organisme compétent, datant de moins de 6 mois et en cours de validité
- Si votre société est en situation de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail (comprenant la date d'embauche, la nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail du salarié étranger) ou déclaration de non emploi de salariés étrangers
- Copie de la déclaration de détachement conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7, si la société est établie hors de France uniquement ou déclaration de non détachement.
- Attestations d'assurances en cours de validité (Responsabilité civile, Assurance décennale) pour l'année en cours
- * Attestations relatives aux congés payés (BTP – manutention et transports) en cours de validité, la cas échéant

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat pressenti attributaire sera rejetée et il sera éliminé du classement des offres.

Le candidat suivant (selon l'ordre de classement des offres finales) sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Ces documents devront être obligatoirement déposés sur la plateforme <https://www.e-attestations.com> , mise à disposition gratuitement.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

La remise des candidatures et des offres est entièrement dématérialisée, conformément à la réglementation en vigueur.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+4).

Les candidats doivent déposer les documents relatifs à la candidature et à l'offre par voie dématérialisée sous

LE VOYAGE D'UN MARCHÉ
forme d'une transmission électronique sur le site : https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974

Il est précisé que l'heure de réception est celle à laquelle le dernier octet est reçu.

Les candidatures et offres parvenues après la date et l'heure limites inscrites sur la première page du présent règlement de la consultation, ne seront pas examinées.

Formats autorisés pour remettre les candidatures et les offres :

Même si le DCE élaboré par la SA ARRG comporte des fichiers au format Word ou Excel, la société devra faire le nécessaire pour que les formats de fichiers de sa réponse figurent dans la liste ci-dessous :

- format Acrobat ".pdf" : dernière version compatible PC française,
- format bureautique ".rtf" : version compatible PC française,
- format Texte "txt" (ASCII ou unicode),
- format html,
- format Autocad ".dwg", ".dwt" : version compatible PC française,
- format "jpeg", "gif", "png", "tiff" et "bmp" pour les images et les photos,
- format "zip" ou "tar" pour les fichiers compressés.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser les « macros ». Les fichiers avec une extension EXE et les formats « vidéo » ne sont pas acceptés.

La SA ARRG se réserve le droit de convertir les formats (dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis) au moment de l'archivage et ceci afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Virus

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature

Les candidats n'ont pas l'obligation de signer par voie électronique les documents lors du dépôt de leurs offres.

Toutefois, si le candidat est déclaré attributaire du marché, il devra signer l'acte d'engagement avec un certificat de signature électronique répondant aux conditions réglementaires en vigueur décrites ci-dessous.

La signature électronique devra être conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Les dispositions figurant ci-dessus seront applicables pour la signature d'éventuels avenants à ce marché.

Les documents pour lesquels la signature est requise, devront être signés individuellement.

Cette signature devra se faire dans les délais prescrits (dans un maximum de 10 jours à compter de la réception de la notification de l'attribution du marché à l'attributaire) par l'entité adjudicatrice.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être établi au nom d'une personne physique habilitée à engager la société.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Conformément à l'arrêté du 22 Mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, seuls les certificats de signature conformes aux exigences du règlement européen eIDAS du 23 Juillet 2014 seront acceptés pour signer électroniquement les offres.

Les certificats de signature électronique sont commercialisés par des prestataires de confiance qualifiés dont la liste publiée par l'ANSSI pour la France à l'adresse suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Si le candidat utilise un certificat européen, il devra vérifier que le certificat figure bien sur la liste européenne et qu'il correspond au niveau minimum exigé pour les marchés publics fixé par l'arrêté du 22 Mars 2019, soit une

signature avancée reposant sur un certificat qualifié.

Si le candidat utilise un certificat étranger non européen, il devra apporter la preuve que le certificat utilisé répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement eIDAS du 23 Juillet 2014.

Les candidats sont invités à tester la configuration et la conformité de leur certificat sur la page : <https://www.marches-securises.fr/entreprise/?module=config|config-ws> avant le dépôt de leur offre.

Assistance

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 92 90 93 27.

Copie de sauvegarde

a. Constitution :

Le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Dans l'hypothèse d'un envoi sur support papier, le candidat constituera son dossier dans les conditions prévues à l'article 3 du présent règlement. Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents relatifs à la réponse du candidat figurant dans cette copie de sauvegarde peuvent être signés par le biais de la plateforme.

b. Modalités d'envoi :

Cette copie doit être adressée par envoi recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

SA ARRG

Direction Achats – Bâtiment FRET

3^{ème} étage

97438 SAINTE MARIE

et être reçue avant la date indiquée sur la page de garde du présent règlement.

Elle doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « NE PAS OUVRIR-COPIE DE SAUVEGARDE- Réhabilitation des toitures zinc de l'aérogare passagers et Fret bureaux » et indiquant le candidat.

c. Ouverture de la copie de sauvegarde :

Si la copie de sauvegarde parvient à la SA ARRG après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres, elle ne sera pas prise en considération.

Dans l'hypothèse où la copie de sauvegarde a été remise avant la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres, il sera procédé à son ouverture dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les réponses transmises par voie électronique. Dans ce cas, la trace de la malveillance du programme sera conservée par la SA ARRG.

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par la SA ARRG à l'issue de la procédure.

d. Présence d'un programme malveillant dans la copie de sauvegarde remise sur support physique électronique :

La copie de sauvegarde ouverte sur support physique électronique et dans laquelle un programme malveillant a été détecté, est écartée.

Dans ce cas, le candidat concerné en sera informé dans les conditions prévues aux articles R 2181-1 à R 2181-4 du Code de la commande publique et la copie de sauvegarde sera détruite.

Fichiers contenant un programme informatique malveillant :

Avant transmission de sa réponse, le candidat devra tout mettre en œuvre pour assurer la non-présence de programmes malveillants dans chacun des fichiers transmis à la SA ARRG.

LE VOYAGE COMMENCE ICI

Après le dépouillement de l'enveloppe, la SA ARRG procédera à l'analyse de son contenu pour détecter la présence d'éventuels programmes malveillants.

Les réponses transmises par voie électronique, dans lesquelles un programme informatique malveillant a été détecté, sont réputées n'avoir jamais été reçues, quand elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde transmise dans les conditions prévues à l'article Copie de sauvegarde du présent règlement. Les candidats concernés en seront informés dans les conditions prévues aux articles R 2181-1 à R 2181-4 du Code de la commande publique.

La trace de la malveillance du programme sera conservée par la SA ARRG.

Réponses reçues hors délais :

Si les réponses remises par voie électronique ou les plis de sauvegarde parviennent à la SA ARRG après la date et l'heure limite de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent règlement, elles ne seront pas prises en considération.

Si la transmission de la candidature ou de l'offre électronique a commencé avant la date et l'heure de clôture de la remise des candidatures ou des offres et s'est achevée après cette date et cette heure de clôture et si une copie de sauvegarde a été reçue avant la date et l'heure limite fixées pour la remise des offres, la copie de sauvegarde sera ouverte.

Dépôt de plusieurs réponses par un même candidat :

En dehors des transmissions des copies de sauvegarde (voir article copie de sauvegarde) du présent règlement, si un même candidat transmet plusieurs réponses par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres, seule la dernière reçue sera ouverte.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Renseignements complémentaires relatifs à la dématérialisation des procédures :

- Modalités d'échanges par voie dématérialisée avec les entreprises après la date limite de dépôt des offres : Après l'ouverture des réponses relatives à cette consultation, la SA ARRG communiquera par voie électronique via la plateforme de dématérialisation des marchés publics avec les candidats.

Cette messagerie sécurisée permettra :

- de réaliser des échanges entre les soumissionnaires et la SA ARRG sécurisés et horodatés par les deux parties,
- à la SA ARRG de demander des renseignements complémentaires et tout type de document
- à la SA ARRG de notifier :
 - le marché au titulaire,
 - les résultats à l'ensemble des candidats.

Autres renseignements :

a) Seuls les documents contractuels mis en ligne sur la plate-forme de dématérialisation par la SA ARRG font foi. Ils ne doivent pas être modifiés.

b) Seules les réponses électroniques déposées sur la plate-forme de dématérialisation par le candidat font foi. Une copie de ces fichiers sera conservée sur la plate-forme jusqu'à la clôture de cette consultation puis archivée.

c) Les documents transmis par voie électronique pourront être, le cas échéant, rematérialisés. L'attributaire sera invité à fournir ses pièces en version originale.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent faire leur demande :

- Par voie dématérialisée : http://www.marches-securises.fr/perso/AR-RolandGarros_974/

Pour pouvoir poser une question, les candidats doivent s'identifier lors du retrait du dossier de consultation. L'adresse courriel indiquée dans le formulaire de retrait sera utilisée comme principale voie d'information des candidats sur les modifications ou informations complémentaires survenant en cours de procédure.

LE VIDE ET LA RESPONSABILITÉ

Il est de la responsabilité des candidats de communiquer une adresse électronique valide et de consulter leurs messages en temps utile (une alerte leur sera envoyée à l'adresse courriel communiquée et l'ensemble des réponses apporté sera répertorié sur leur espace).

Seules les demandes adressées au moins 7 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'entité adjudicatrice.

Une réponse sera adressée au plus tard 5 jours avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres du présent document.

ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire de Saint-Denis de la Réunion.

Les voies et délais des recours dont disposent les candidats sont :

- référé précontractuel prévu aux articles 5 à 10 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 *relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique*, et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- référé contractuel prévu aux articles 11 à 21 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 *relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique*, après la signature du contrat